

Permanences et ruptures en Russie depuis la fin du régime tsariste

Gabriel Wackermann

I – Documents

Document 1

La géopolitique russe, au temps moderne, fut d'abord celle d'un État multi-ethnique et multi-confessionnel, enclavé, et qui cherchait à accéder à des façades maritimes : Baltique, mer Noire, mer Caspienne.

Au XVIII^e siècle, l'affaiblissement de ses voisins ottomans, perses, chinois, suédois, polonais, permit à la Russie de s'agrandir, tout en devenant une puissance européenne à part entière, surtout après qu'elle eût repoussé Napoléon. Durant le XIX^e siècle, la Russie se servit du panslavisme et de la panorthodoxie pour s'étendre. Elle était aussi devenue une puissance américaine, présente en Alaska et en Californie. Mais surtout, elle était une puissance incontournable du concert européen, notamment à la suite du partage de la Pologne. Dès lors, ses objectifs se tournèrent vers le Sud, vers la conquête du Caucase, de la mer Noire, de la mer Caspienne, et des steppes transcaspiennes de l'Asie centrale. La Russie déploya aussi des ambitions encore plus lointaines vers le golfe Persique, le Proche-Orient arabe, la périphérie de la Chine..., vers l'Inde et la Corée.

... en 1917, [la Russie]... s'effondra en deux temps, à travers la révolution libérale, puis la révolution bolchévique. Cet effondrement social et politique, tout en inaugurant une guerre civile, provoqua la dislocation territoriale de la Russie dont le premier acte fut le traité de paix de Brest-Litovsk avec les empires Centraux qui fit perdre à la Russie 800 000 km².

... D'emblée le pouvoir soviétique poursuivit trois objectifs géopolitiques : gagner la guerre civile, recomposer sous une forme soviétique l'ancien espace impérial russe, étendre la révolution vers l'Europe.

... *La fin de la Seconde Guerre mondiale inaugura un nouveau cycle géopolitique pour l'Union soviétique caractérisé de la manière suivante :*

– *recomposition quasi complète du territoire de la Russie impériale, agrandi, dans certains cas, des territoires nouveaux. L'Union soviétique récupérait ainsi les pays Baltes, des morceaux du territoire finlandais, un « morceau » de Prusse, Koenigsberg, la Biélorussie et l'Ukraine polonaises, l'Ukraine subcarpatique ex-tchèque, la Bessarabie, Touva, Sakhaline et les Kouriles.*

... *Dans les années 1960-1970, la mondialisation du système soviétique aboutit à un système à trois niveaux : l'Union soviétique d'abord, le camp socialiste regroupé... ensuite, et une troisième catégorie de pays enfin : les pays à orientation socialiste, essentiellement les anciennes colonies de l'Ouest, devenues indépendantes – Éthiopie, Yémen, Nicaragua, Congo, colonies portugaises...*

... *En 1991, l'espace géopolitique constitué en soixante-dix ans de soviétisme n'existait plus. Pour la deuxième fois au XX^e siècle, l'immense territoire contrôlé par la Russie s'effondrait et se morcelait... Cependant, à la différence des années 1917-1921, la dislocation de l'Empire et les efforts immédiats de recomposition se firent sans guerre.*

A. Chauprade, F. Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, entrée « Russie », 1999, Paris, Ellipses, p. 348-356.

Document 2

À propos des débuts de l'ère collectiviste :

Ceux-là même qui ont inventé par incantation l'étrange, la surréaliste expression rituelle de « socialisme réel » savaient parfaitement que la réalité était tout autre. On a pris pour du socialisme l'art consommé avec lequel le régime soviétique a réparti dans les familles le « surplus social » et distillé les services qui n'étaient pas compris dans le salaire. Ce n'était pourtant pas très nouveau : la case de l'oncle Tom et la casa grande brésilienne ne sont pas si éloignées du modèle... Il s'agissait, dans un cas comme dans l'autre, et conformément aux descriptions que Marx et Engels faisaient de la condition ouvrière et du fonctionnement de l'économie capitaliste, d'assurer la reproduction simple ou élargie, au moindre coût, d'une main-d'œuvre stabilisée et surveillée. Nullement du socialisme, mais du capitalisme débutant, celui qui « mobilisait » les travailleurs en les encasernant.

L'énorme plus-value prélevée ainsi sur le travail pouvait alors être investie dans l'armée et dans les dépenses pharaoniques destinées à valoriser les dirigeants, à impressionner l'ennemi, à rassembler la nation en flattant l'orgueil de chacun. C'est bien une forme de capita-

lisme d'État qui a été progressivement mise en place à la fin des années 1920. Et c'est par là que Staline fut « marxiste » : en comprenant la logique sociale du capitalisme et sa capacité à dégager du profit. La différence est qu'il ne pouvait jouer que sur le pouvoir de l'État et non sur l'entreprise, l'affectation du profit étant elle-même régulée selon d'autres clés, en vérité bien archaïques et proches de celles de ce « mode de production asiatique » et autocratique dont Staline ne voulait pas entendre parler, et pour cause.

Roger Brunet, dans *Géographie universelle : Europes orientales, Russie, Asie centrale*, Belin/RECLUS, 1996, p. 210.

Document 3

À propos de l'effondrement de l'URSS :

La révolution s'est accompagnée d'un éclatement de l'Empire ; mais certains indices font penser qu'il s'agit là d'un sacrifice calculé, d'une forme de désengagement et de décolonisation, acceptée à l'avance, voire désirée. Loin que les peuples « dominés » aient réclamé et obtenu leur indépendance, comme le prédisaient certains experts, ils l'ont d'abord subie. Mis à part le cas particulier des États baltes, c'est la Russie qui s'est la première, retirée de l'URSS et, avec la Biélorussie et l'Ukraine, ce sont les trois pays slaves qui l'ont « dissoute » en décembre 1991. La charge que représentaient les « exotiques » pour les régions « avancées » du monde soviétique n'a sans doute pas été pour rien dans un tel calcul, même si bien d'autres raisons peuvent en être trouvées, jusque dans les intérêts personnels de Boris Eltsine affrontant Mikhaïl Gorbatchev. La nouvelle bourgeoisie ne sera pas pressée de s'embarrasser à nouveau de ces satellites, sauf pour enfoncer un coin de territoire stratégique (Biélorussie) ou récupérer d'utiles ressources (Kazakhstan).

Aujourd'hui, l'essentiel de la révolution paraît acquis. À travers ses divergences de choix tactiques, la nouvelle bourgeoisie tient bien le pouvoir et a la main sur les capitaux. Elle est en état de fonctionner comme ses homologues occidentales et selon les mêmes principes, au prix de quelques adaptations. Il peut y avoir des reculs momentanés ou des phases déplaisantes : après tout, entre 1789 et 1875, la France a mis fort longtemps à passer de l'Ancien Régime à la société moderne, et n'a pas échappé au retour de la royauté et de l'aristocratie, ni à deux dictatures militaires. La petite bourgeoisie bureaucratique représente une force de réaction qui n'est pas encore reconvertie, comme le montre son vote « communiste » ; un autre Napoléon, ou un Pinochet, peut toujours surgir. Mais l'appropriation privée des biens de production, la nouvelle stratification sociale, l'argent comme horizon et principe de distinction, plus sûrement encore que les valeurs de la liberté et de la compétition, ont sans doute triomphé pour longtemps. Ce bilan peut

paraître à son tour « globalement positif » à plus juste titre que le précédent, mais n'est certes pas sans ombres. Il flatte un nationalisme du désespoir, qui risque de devenir extrêmement dangereux ».

Roger Brunet, dans *Géographie universelle : Europes orientales, Russie, Asie centrale*, Belin/RECLUS, 1996, p. 211.

Document 4

Selon le traité de 1992, la Fédération de Russie s'appuie sur des limites territoriales préexistantes, les oblast et les kraï, qui ont déjà constitué la base du maillage de l'empire tsariste. Elle a structuré l'État en 89 « sujets », comportant :

- 21 républiques ;
- 49 régions appelées oblast ;
- 6 territoires, appelés kraï ;
- 2 agglomérations urbaines : Moscou et Saint-Pétersbourg ;
- 11 régions ou districts (okroug) autonomes, parmi lesquels 9 ou 10, selon les interprétations, sont placés de fait sous l'autorité d'une région dite oblast ou d'un territoire.

Document 5 : Photographies



Photo 5a : monastère de Sergeï Passad (Trinité/Saint-Serge), débaptisé en « Zaghorsk » à l'époque soviétique.



Photo 5b : Bakou : axe littoral principal.



Photo 5c : Bakou : hôtel balnéaire de l'époque tsariste.



Photo 5d : Bakou : vieille ville musulmane.



Photo 5e : église orthodoxe de Cannes, vue côté Boulevard Alexandre III.

II – Commentaire

À travers ses régimes politiques successifs en un court laps de temps, au XX^e siècle, eu égard à sa longue histoire, la Russie moderne et contemporaine a connu une évolution aussi inédite qu'extraordinaire et des accélérations du temps qui ont bousculé ses territoires ainsi que son rôle dans le monde de façon très contradictoire. À peine trois quarts de siècle ont suffi (1917 à 1989) pour la marquer de manière quasi indélébile par une révolution brutale et sanglante, au début de cette période, et une révolution pacifique et brève en fin de siècle. Le système politico-économique de type soviétique qui a anéanti le tsarisme en 1917, et qui s'est auto-dissous en 1989, après avoir instauré une nouvelle dictature, celle soi-disant du prolétariat, pour donner naissance à un régime ressemblant à une démocratie de type occidental, n'était de loin pas un intermède, un épisode passager. Il a assuré une véritable transition entre une structure impériale autocratique, à base féodale, mais entrée déjà timidement dans l'ère industrielle, distanciant par là même le monde rural de celui des villes, d'une part, et un ensemble cohérent à forte base idéologique marxiste, rassemblant les terres et populations de l'empire russe pour les libérer des entraves de l'Ancien Régime, d'autre part. Il a proclamé l'émancipation et conduit le pays vers l'industrialisation, acquise en Occident depuis le XIX^e siècle. Cependant, n'ayant pas dépassé sensiblement le stade de l'industrie lourde, ne s'étant pas engagés résolument vers la civilisation des services dès la seconde moitié du XX^e siècle, les dirigeants n'ont pas pu sauver leurs structures, de plus en plus obsolètes, en dépit des performances technologiques réalisées dans quelques secteurs de pointe, notamment ceux tournant autour de l'armement et de la conquête de l'espace. Il a fallu se rendre à l'évidence et accepter l'économie de marché, renonçant ainsi à l'édifice collectiviste construit au fil des quelques courtes décennies qui lui étaient imparties.

Les textes et vues à commenter s'inscrivent dans cette projection. Comme les photographies du document 5, ils illustrent trois des principales permanences demeurées les pivots de la Russie depuis le tsarisme : la confession chrétienne orthodoxe, le souci impérial et l'action de la diaspora, des continuités adaptées, bien entendu, aux circonstances nouvelles.

I – Tsarisme, orthodoxie et politique expansionniste

La photo 5a montre un aspect du monastère de Sergeï Passad, haut lieu de l'orthodoxie russe, lieu de pèlerinage national et haut lieu du tourisme religieux en Russie. Prise en 1988, donc encore à l'époque soviétique, elle témoigne de la présence de visiteurs, quoique le régime ait été officiellement athée et qu'il ait tenté d'effacer la trace même du nom de ce lieu, remplaçant celui-ci par le souvenir d'un héros local tombé sous les balles de la « réaction » lors de la Révolution d'octobre, Zaghorsk. Dès la chute de l'URSS, Saint-Serge reprit ses droits et le patriarche de Moscou, très accommodant avec le régime communiste bon gré mal gré, fut réinvesti par le nouveau pouvoir, à Sergeï Passad même, dans la quasi-intégralité de ses anciennes attributions.

Appuyés sur l'orthodoxie et le slavisme, tsarisme et collectivisme ont cultivé le rêve et la réalité de l'empire. Les photos 5b à 5c expriment l'opulence azerbaïdjanaise à travers sa capitale, Bakou, devenue ville balnéaire et touristique au bord de la mer Caspienne, une richesse fondée sur l'exploitation des gisements pétrolifères régionaux à retentissement international. Le pipe-line pétrolier allant de Bakou à Batoum fut la base de l'axe méditerranéen des empires tsariste et soviétique. Fleuron de la marge méridionale de l'empire, Bakou était aussi un carrefour-symbole de civilisation entre l'Orient et l'Occident, l'Asie et l'Europe, de surcroît plongé dans l'aire d'extension internationale de la religion musulmane (vue 5d). Dans ce sens, l'empire tsariste et le pouvoir soviétique répondent à leur image théorique d'États multi-ethniques et multi-confessionnels, que les faits ne sauraient corroborer, les libertés demeurant bafouées dans ce domaine au profit de la suprématie slave et orthodoxe.

Le document 1 révèle la volonté systématique de désenclavement du territoire tsariste, à base de panslavisme et de panorthodoxie, poursuivie par le pouvoir soviétique, pratiquée depuis le XVIII^e siècle, à la faveur du déclin des puissances voisines. La grande visée fut l'accès à la mer et à l'océan, appuyé sur l'aménagement de complexes portuaires, permettant de rivaliser avec les grandes puissances. Pierre le Grand fit l'ouverture baltique. Ses successeurs rassembleurs de terres parvinrent à l'océan Pacifique qu'ils franchirent pour occuper l'Alaska et la Californie, territoires cédés trop vite, aux yeux des partisans de l'empire, aux USA avant la fin du XIX^e siècle. Ils poussèrent leurs pions jusqu'à la mer Noire et au-delà de la Caspienne. Leurs ambitions allèrent jusqu'au golfe Persique, au Proche-Orient, aux confins de l'Inde, de la Chine (Tibet, Turkestan chinois) et de la Corée. Quoique ces dernières acquisitions n'aient pu se concrétiser, le régime soviétique et la Nouvelle Russie n'ont jamais cessé de s'intéresser de près au devenir des pays anciennement convoités. La géopolitique russe d'aujourd'hui ne saurait se comprendre sans la prise en compte de ce paramètre déterminant.

II – Le régime soviétique dans la continuité impériale

Le document 1 témoigne du fait que l'Union soviétique s'est efforcée de recomposer le territoire de la Russie impériale, s'empressant, au moment de l'effondrement des puissances de l'Axe Berlin-Rome-Tokyo, de créer en Europe une zone-tampon constituée par les « démocraties populaires » et d'annexer la Bessarabie et Touva, de s'approprier Sakhaline et les Kouriles au détriment du Japon. Les dirigeants du Kremlin n'hésitèrent pas non plus à élargir leur emprise idéologique et économique à certains pays du continent africain, de la péninsule arabique ou de l'Amérique centrale réceptifs au marxisme : Éthiopie, Congo, Yémen, Nicaragua. Ils enfoncèrent le coin dans les colonies portugaises, approchèrent le Burkina Faso, se rapprochèrent de l'Égypte. Des tentatives staliniennes consécutives à la Seconde Guerre mondiale, d'annexer des territoires turcs et iraniens, etc., furent toutefois avortées. Néanmoins, paradoxalement, comme les USA, qui ne cessaient d'être impérialistes tout en se proclamant défenseurs de la liberté et de la démocratie, l'URSS, impériale et colonialiste, parvint, durant encore un court laps de temps,

dans les pays en développement marxisés, à incarner la puissance susceptible de savoir conduire les États du tiers-monde à leur émancipation.

Durant toute la période soviétique et depuis la disparition de l'URSS, la nostalgie de l'empire d'Ancien Régime et celle, fort récente, de l'empire soviétique ont été notamment cultivées par les diverses générations de la diaspora russe. La photo 5e présente l'église orthodoxe russe érigée dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans la partie basse du quartier de la Californie de Cannes, sur la Côte d'Azur, en retrait du bout oriental de la Croisette, dans lequel s'établirent les premiers aristocrates russes en tant que résidents secondaires, parallèlement à l'église orthodoxe russe de Nice, construite en retrait de la Promenade des Anglais, toutes deux fréquentées par la famille impériale. À Cannes, le domaine résidentiel du grand-duc de Russie, appelé Kazbek, a été aménagé à proximité de l'église. Ces colonies russes en France devinrent un refuge après la Révolution d'octobre. Elles entretenaient pendant toute la durée de l'époque soviétique la flamme de l'empire perdu. Celle-ci s'est perpétuée jusqu'à la chute de l'URSS. Les liens ont commencé à se renouer, les affaires aidant, et les réseaux ont recommencé à se constituer entre la Nouvelle Russie et les diasporas russes disséminées dans le monde, en Europe notamment, mais aussi en Amérique du Nord. La connotation mafieuse de certains nouveaux riches de la Russie actuelle, empêche toutefois les descendants des « anciens » de côtoyer les Russes nouvellement arrivés.

III – Le régime collectiviste et les pesanteurs historiques

Le document 2 fait ressortir, en somme, la nature fondamentalement équivoque du système soviétique, dès ses débuts. À ce titre, les dirigeants de l'URSS ont été au moins autant les successeurs impérialo-capitalistes et slaves du tsarisme que les annonciateurs malheureux d'un monde anticapitaliste soucieux d'émancipation sociale. Roger Brunet met en relief combien le communisme-collectivisme russe à base marxiste n'a été ni plus ni moins un capitalisme d'État, un modèle pas tellement éloigné de celui de la « case de l'Oncle Tom » ou de la « casa brésilienne », ce qui fait dire à l'auteur de ce texte que l'ère collectiviste de la Russie n'était « nullement du socialisme, mais du capitalisme débutant, celui qui “mobilisait” les travailleurs en les encasernant ». Ce fut, au fond, toujours selon Brunet, un système archaïque « proche du mode de production asiatique », autocratique, qui investissait fausement « l'énorme plus-value prélevée... sur le travail... » « dans l'armée et dans des dépenses pharaoniques destinées à valoriser les dirigeants, à impressionner l'ennemi, à rassembler la nation en flattant l'orgueil de chacun ».

Il est vrai que l'ennemi ne s'est pas laissé impressionner très longtemps et que la nation s'est lassée de dirigeants qui tardaient à réaliser le paradis annoncé depuis 1917. Déjà, à la mort de Staline (1953), une réelle stabilisation assise sur un début de détente mondiale était perceptible. Le temps de la bipolarité menée par deux puissances – USA et Union soviétique –, entraînées dans une rivalité politico-militaire inquiétante, était quasi terminé.

Le « camp socialiste regroupé » dans le pacte de Varsovie, en réaction à l'OTAN, uni aussi par les liens économiques au sein du marché commun communiste, le

COMECON, en réaction à la création de la CEE, la Communauté économique européenne, n'était plus susceptible de faire autrement peur aux initiés que dans la perspective de l'initiative d'une folie déclenchant une guerre d'irresponsable(s).

Si, encore, à la fin des années 1970, la bipolarité semblait devenir une permanence de « l'ordre mondial », une faute stratégique de l'URSS, initiée subtilement par des encouragements états-uniens, allait remettre tout en cause et précipiter la chute d'un « colosse » ayant de plus en plus des pieds d'argile : l'invasion de l'Afghanistan en 1979 par des troupes soviétiques devait être fatale à l'URSS ; le « bourbier » afghan lassait profondément la population soviétique et malmenait encore davantage l'économie de l'Union soviétique.

Le document 3 illustre l'emprise impériale et colonialiste du régime soviétique. Il met à la fois l'accent sur « un coin de territoire stratégique », en ce qui concerne la Biélorussie, et sur l'attrait des richesses du Kazakhstan ou l'idée d'y « récupérer d'utiles ressources ».

La Biélorussie, faute de source énergétique propre, jamais indépendante avant 1991, jusqu'alors étroitement liée à sa puissance coloniale, l'empire russe, puis l'URSS, subit bien plus sa position géopolitique qu'elle ne la façonne. Économiquement affaiblie, politiquement soucieuse de maintenir des liens avec la Russie, tributaire du pétrole russe et du bon vouloir de celle-ci en matière de fixation des prix, la Russie demeure le premier partenaire de son commerce devenu « extérieur ». Elle conserve des visées toutes « platoniques » sur le sud de la Lituanie, des rancœurs à l'égard de l'Ukraine par suite des dégâts causés par la catastrophe de Tchernobyl. Important carrefour stratégique potentiel, susceptible de bénéficier d'une fonction d'isthme entre le nord et le sud, d'assumer le rôle de pont entre l'est et l'ouest, la Biélorussie est en état d'attente : « ... quelques-uns déduisent qu'il suffirait que les circulations s'intensifient pour que revive la Biélorussie, centre de l'isthme et “plaque tournante” des relations est-ouest et nord-sud. On sait pourtant qu'il ne suffit pas de regarder passer les trains et les camions pour devenir un dragon » (*Europes orientales, Russie, Asie centrale, Géographie universelle*, Paris/Montpellier, Belin/Reclus, 1996, p. 396).

Placé en troisième position parmi les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), au regard de ses potentialités de production, le Kazakhstan, qui avec à peine 20 millions d'habitants pour 2,7 millions de km², est en effet fournisseur de matières premières minérales, largement exportées, depuis le fer, le chrome, le cuivre et d'autres métaux non ferreux, l'argent notamment, jusqu'aux ressources énergétiques fondées sur le charbon, le pétrole et le gaz naturel, base de multiples activités de transformation. Dans la région de Pavlodar, un gros gisement de mauvais charbon et de lignite donne lieu à la fabrication d'électricité d'exportation, aux records mondiaux de lignes – jusqu'à 2 400 km – et de débit de voltage – plus de 40 GkWh/an. Gisements de phosphates et d'uranium, complexes métallurgiques et nucléaires viennent compléter le tableau. Les littoraux de la Caspienne, à base de pétrole et de nucléaire, font l'objet d'une spéculation internationale croissante.